

Émile Durkheim (1897)

**« Socialisme
et science sociale. »**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Émile Durkheim (1897)

« Socialisme et science sociale. »

Une édition électronique réalisée à partir de l'article d'Émile Durkheim
« Socialisme et science sociale » — Une analyse critique de l'ouvrage de Gaston
Richard, Le socialisme et la science sociale. Revue philosophique, XLIV, 1897, pp.
200-205.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter, 8.5'' x 11'')

Édition complétée le 28 mai 2002 à Chicoutimi, Québec.



Socialisme et science sociale

Par Émile Durkheim (1897)

L'objet de ce livre ¹ est de constituer la notion du socialisme et de la confronter avec les résultats de la sociologie comparative.

C'est aux grandes œuvres des maîtres et non aux programmes des partis politiques ou aux délibérations des congrès ouvriers que M. Richard demande les éléments de sa définition. C'est, suivant lui, diminuer le socialisme que de le réduire à n'être que la liste plus ou moins longue des revendications ouvrières et des réformes pratiques destinées à y faire justice. Quand on ne considère la doctrine que sous cet aspect, il est aisé d'en avoir raison ; car il est toujours facile de faire voir que les procédés, recommandés par les différents systèmes comme remèdes souverains au mal dont nous souffrons, ou sont inapplicables aux faits, ou n'auraient pas les conséquences qu'on en attend, etc. Une formule générale et abstraite est, par hypothèse, trop loin du réel pour pouvoir le pénétrer tout d'un coup et sans résistance. L'inapplicabilité immédiate d'une loi chimique n'en démontre pas la fausseté ; de même, de ce que les applications qu'on a déduites des théories socialistes sont irréalisables ou iraient contre leur but, on n'a pas le droit de conclure que ces théories sont fausses. Le socialisme est, avant tout, une certaine manière de concevoir et d'expliquer les faits sociaux, leur évolution dans le passé et leur développement dans l'avenir. Cette conception doit donc être examinée, en elle-même,

¹ Analyse critique de l'ouvrage de Gaston RICHARD, *Le socialisme et la science sociale*, Alcan, 1897.

abstraction faite de toute considération relative aux conséquences pratiques qui peuvent en résulter.

Ainsi entendu, le socialisme, malgré les variations incontestables qu'il a présentées dans l'histoire, est loin d'être sans unité. Quelque diverses que soient les formes qu'il a successivement revêtues, il y a tout au moins une proposition sur laquelle toutes les sectes sont unanimes : c'est l'affirmation qu'une société nouvelle, où le capital ne serait plus le moteur de la vie économique et où les valeurs ne seraient plus fixées par la concurrence, doit nécessairement sortir des sociétés actuelles. M. Richard le définit donc ainsi : « Le socialisme est la notion de l'avènement d'une société sans concurrence, grâce à une organisation de la production sans entreprise capitaliste et à un système de répartition où la durée du travail serait la seule mesure de la valeur (P. 79). » C'est, comme on le voit, réduire le socialisme au collectivisme et presque au marxisme. En fait, les seuls interprètes de la pensée socialiste que l'auteur prenne à partie sont Marx, Engels et Proudhon. Il refuse cette qualification à Saint-Simon, à Fourier, au socialisme agraire comme au socialisme chrétien.

Si certaines de ces exclusions sont parfaitement fondées, il en est d'autres qu'on peut trouver insuffisamment justifiées. Si l'ascétisme chrétien n'a rien de commun avec le socialisme, il n'en est pas de même du saint-simonisme. Nous estimons, quant à nous, que tout l'essentiel de la doctrine socialiste se trouve dans la philosophie saint-simonienne. Mais, en somme, un auteur est maître de constituer, comme il l'entend, l'objet de ses recherches et de le limiter à son gré. Toujours est-il que, ainsi défini, le socialisme appelle la discussion sur deux questions fondamentales, l'une qui concerne le passé et l'autre qui regarde l'avenir. Il implique, en effet, une certaine théorie sur la manière dont s'est constitué le capital et une autre sur le sens dans lequel tend à s'orienter l'évolution sociale. Que valent ces théories ?

Selon Marx, le régime capitaliste ne serait qu'une transformation du système féodal, le salariat, une forme nouvelle et aggravée du servage. Autrefois, le serf travaillait ouvertement pour son maître une partie de la semaine ; aujourd'hui, l'ouvrier travaille pour son patron une partie de sa journée. Seulement, l'exploitation est moins visible. Son salaire, si l'on s'en tient aux apparences, représente son travail ; en réalité, il n'en représente qu'une fraction. Le reste est le bénéfice de l'employeur.

Or, dit M. Richard, cette conception historique est doublement erronée : 1° Il est faux que le salariat soit né du servage. Le serf d'autrefois est devenu, non l'ouvrier de l'industrie, non le prolétaire salarié, mais le petit fermier et le petit propriétaire d'aujourd'hui. L'ancêtre de l'ouvrier, c'est le compagnon du Moyen Âge. C'est de la corporation qu'est issue l'entreprise capitaliste, de même que la corporation elle-même était née de l'atelier domestique. Toutes ces comparaisons entre le surtravail et la corvée sont donc dénuées de tout fondement objectif ; 2° Cette évolution, loin d'avoir empiré la condition de l'employé, « répond à une réelle ascension de la liberté personnelle » (p. 95). La corporation, c'est le régime du monopole héréditaire sous le contrôle de l'autorité. Les maîtres tiennent sous leur dépendance les compagnons, de même qu'ils sont sous la dépendance du pouvoir politique. L'organisation capitaliste se développe en même temps que la personnalité individuelle. Elle est l'instrument par lequel l'individu s'est émancipé du joug collectif et du joug

de l'hérédité. Il est vrai que Marx ne fait appel à ces considérations historiques que pour confirmer sa théorie de la valeur qui est la base de tout son système. Mais cette théorie implique contradiction. La valeur ne peut, comme le voudrait Marx, s'exprimer en fonction de la durée du travail et d'elle seule que si on ne tient pas compte de sa capacité. Ou bien, si l'on essaie d'évaluer la capacité elle-même en durée, il faudra prendre, comme moyen terme, la difficulté du travail. Mais la difficulté du travail ne peut élever la rémunération des travailleurs qu'à condition de rendre la concurrence plus difficile. Or, si l'on revient à la concurrence, que reste-t-il de la doctrine ? M. Richard va même jusqu'à accuser la théorie du surtravail d'aboutir à la négation de l'épargne. Épargner, en effet, n'est-ce pas capitaliser, c'est-à-dire employer les produits du travail, non en objets de consommation, mais en nouveau travail, ou, ce qui revient au même, en instruments de travail ?

L'auteur passe alors à la seconde question. Quoi qu'on pense sur les origines de la société capitaliste, y a-t-il des raisons de croire qu'elle soit destinée à « accoucher » d'une société nouvelle où le capital ne serait plus la base des entreprises économiques ?

Suivant Marx, c'est une loi de l'histoire que les capitaux se concentrent dans un nombre de mains toujours plus restreint ; d'où il conclut que, finalement, ils doivent passer dans les mains de la communauté. Mais, en réalité, cette prétendue loi d'évolution a été obtenue par l'observation d'un cas unique. Son histoire de l'accumulation progressive des capitaux est, avant tout et de son propre aveu, l'histoire économique de l'Angleterre. On ne peut pas imaginer une comparaison dont la base soit plus étroite et, surtout, contraste davantage avec l'extrême généralité de la loi induite. On ne peut pas lire l'avenir de l'Europe dans le passé de la seule Angleterre. Toute cette philosophie de l'histoire est, d'ailleurs, viciée par le fameux dogme du matérialisme économique, qui est dépourvu de toute valeur scientifique. Ce n'est pas l'organisation économique qui a déterminé les autres institutions sociales ; la preuve, c'est que les Incas du Pérou étaient communistes tout comme la confédération iroquoise, et que, pourtant, la constitution fondamentale de ces deux sociétés tait bien différente. D'ailleurs, il est faux que les fonctions de nutrition et de génération aient le rôle prépondérant qu'on leur attribue. Ce sont les fonctions de relation, c'est-à-dire les fonctions représentatives, qui sont les facteurs essentiels du développement humain.

Mais prenons la loi d'accumulation en elle-même. Si, vraiment, le capital se concentrait de plus en plus dans un petit nombre de mains, on devrait voir la plus-value du capital diminuer parallèlement. Car, comme, en vertu de la théorie, les travailleurs ne peuvent racheter tout le produit de leur travail, l'excédent qui leur échappe ne peut avoir pour consommateurs que les capitalistes eux-mêmes. Les débouchés diminueraient donc nécessairement si vraiment les détenteurs de la fortune publique devenaient toujours moins nombreux. De plus, cette accumulation n'est possible que grâce à une action coercitive qui imposerait à l'ouvrier un surtravail toujours plus considérable. Mais où aperçoit-on la moindre trace de cette contrainte ? L'histoire n'est-elle pas un affranchissement toujours plus complet de l'individu ? Et la statistique confirme les inductions de l'histoire. Le nombre des propriétaires va toujours en croissant.

Mais le socialisme fait intervenir à propos de ses prévisions l'histoire, non pas seulement économique, mais politique de l'humanité. L'état social actuel résulte, dit-on, de la scission de la société en classes hostiles, scission qui est elle-même due à l'organisation actuelle de la production marchande : l'une ne pourra donc disparaître qu'avec l'autre. Mais cette organisation, répond M. Richard, est solidaire de la division du travail social. Le socialisme, s'il est conséquent avec lui-même, doit donc aboutir à cette conclusion que la division du travail, elle aussi, est destinée à disparaître ; ce qui revient à s'insurger contre l'histoire. Du reste, en fait, la loi que l'esprit de classe se développe avec le capitalisme est contestable, il s'affaiblit à mesure que la vie économique s'organise sur la base de l'entreprise privée. Les progrès de la bourgeoisie sont contemporains de ceux de la science et du libre examen. Tout concourt donc à prouver que les sociétés s'orientent dans un sens très différent de celui que leur assignent les socialistes. Assurément, il est nécessaire que la concurrence s'atténue, il est urgent qu'une réglementation juridique des contrats prohibe d'incontestables abus. Il faut que les faibles, notamment la femme et l'enfant, soient protégés. Mais pour que ces résultats soient obtenus, il n'est pas nécessaire de bouleverser l'organisation économique actuelle ; tout au contraire, la destruction du capitalisme, si elle venait à se réaliser, ne pourrait que les rendre impossibles.

Tels sont les principaux arguments que M. Richard oppose au socialisme. Quoi qu'on pense de sa discussion, il est un mérite qu'on ne saurait lui dénier sans injustice et qui, en pareille matière, est déjà une originalité ; c'est un ardent désir d'introduire, dans ces controverses qui soulèvent tant de passions, le calme et l'impartialité scientifiques. Aussi peut-on trouver à la fois surprenantes et regrettables les attaques violentes dont il a été l'objet de la part de représentants autorisés des doctrines socialistes. Le socialisme a pourtant, il nous semble, tout avantage à accueillir autrement ceux qui, tout en le discutant, le traitent avec la déférence et les égards dus à tout système d'idées qui a joué un rôle important dans l'histoire de l'esprit humain. Tout le monde même a intérêt à ce que ces discussions soient désormais conduites, de part et d'autre, avec plus de sang-froid et sans cette animosité mutuelle qui est de règle aujourd'hui et qui leur enlève tout caractère scientifique. Ce serait, tout au moins, un premier apaisement, et c'est le service que, en ces questions, la science peut rendre le plus immédiatement à la pratique.

Il y a, d'ailleurs, quelque chose de neuf dans le point de vue auquel s'est placé M. Richard ; et qui mérite de rester. En laissant de côté toutes les objections traditionnelles sur l'applicabilité possible des théories socialistes, il a fait preuve, croyons-nous, d'esprit scientifique. Rien de plus vain, en effet, que toute cette dialectique où la passion a beau jeu. On est à l'aise vis-à-vis de l'avenir, précisément parce qu'il n'est pas, et on le conçoit un peu comme on veut, suivant qu'une mesure séduit ou non, on la trouve facilement praticable ou chimérique. Il n'est pas de réforme de laquelle on n'ait dit, à la veille même du jour où elle devait devenir une réalité, qu'elle était impossible, et, quoique philosophes et hommes d'État soient avertis par l'expérience de l'inanité de cette méthode, comme c'est la plus facile, la plus à la portée de tout le monde, c'est à elle encore qu'on recourt le plus volontiers. Mais si l'on veut faire œuvre utile, c'est vers le passé et non vers l'avenir qu'il faut se tourner ; là du moins, parce qu'il y a une réalité donnée, il y a un terrain pour la recherche objective et, par conséquent, pour l'entente.

On trouvera de plus dans le livre de M. Richard nombre de vues ingénieuses et intéressantes, l'auteur y a déployé les qualités de logicien qui distinguaient déjà son *Essai sur l'origine de l'idée du droit*. Il est vrai que, parfois, son argumentation a un caractère un peu formel. C'est que, peut-être, il n'a pas pris, vis-à-vis du socialisme, la seule attitude qui convienne à un sociologue. Du socialisme, conçu comme une théorie des faits sociaux, la sociologie n'a qu'un mot à dire : elle doit, par méthode et pour rester d'accord avec elle-même, se refuser à y voir une entreprise scientifique ; et si elle ne doit pas lui reconnaître ce caractère, c'est que les propositions qu'il énonce ont une trop grande extension. C'est un système complet de la société, considéré dans le passé, dans le présent, et par contrecoup, dans l'avenir, or il est impossible qu'un système d'une telle ampleur puisse être scientifiquement construit. La science ne peut établir actuellement que des lois partielles, restreintes, mal reliées entre elles ; par conséquent, elle impose, pour tout ce qui concerne la pratique, la plus grande circonspection. Pour pouvoir porter des jugements aussi catégoriques que ceux des socialistes sur l'ensemble de nos institutions sociales, il faudrait savoir un peu mieux ce que sont ces institutions, quelles causes les ont suscitées, à quels besoins elles répondent, quels rapports elles soutiennent les unes avec les autres. Mais pour cela toute sorte de recherches sont nécessaires qui sont à peine commencées. À parler exactement, le socialisme ne peut donc pas être scientifique. Il ne peut qu'utiliser certaines données, incomplètes et fragmentaires, de la science au service d'une cause qu'il soutient pour des raisons étrangères à la science ; car il la dépasse. Par exemple, que d'observations, que de comparaisons statistiques, historiques, ethnographiques suppose la moindre des théories du *Capital* ! Or ces études, non seulement Marx ne les avait pas faites, mais elles sont encore à faire pour la plupart. Ce n'est pas qu'il n'y ait, dans ce livre, des vues philosophiques très suggestives. Mais il ne faut pas confondre de belles et fécondes intuitions avec des lois définies et méthodiquement démontrées. L'œuvre du savant n'est pas celle du philosophe. Aussi, de toutes les critiques que M. Richard a adressées à Marx, la plus forte nous paraît être celle qui se borne à mettre en relief quel écart il y a entre la proposition fondamentale du système et les observations sur lesquelles elle repose.

Mais de ce qui précède il ne suit pas, il s'en faut, que la sociologie doive, selon nous, traiter le socialisme comme une quantité négligeable et en faire abstraction. Si ce n'est pas une théorie scientifique des faits sociaux, c'est un fait social de la plus haute importance et que les sociologues doivent chercher à comprendre. Quoi qu'on fasse, il est, et il n'est pas sans cause ; il exprime un état de la société. Sans doute, on peut être assuré, par avance, qu'il ne l'exprime pas fidèlement. Il ne suffit pas au malade de s'interroger sur les douleurs qu'il ressent pour en découvrir les causes, la nature et le remède. Or le socialisme est avant tout la manière dont certaines couches de la société particulièrement éprouvées par les souffrances collectives, se les représentent. Mais, du moins, il atteste l'existence d'un malaise social et, s'il n'en est pas une expression adéquate, il peut aider à le comprendre, puisqu'il en dérive. À ce titre, il est du plus haut intérêt. Mais de ce point de vue, peu importe ce que peut valoir scientifiquement la manière dont il justifie ses formules. Celles-ci ne sont plus que des symboles. Il faut écarter tout cet appareil logique pour atteindre la réalité sous-jacente. Tant qu'on ne procède pas ainsi, quelque ingénieux que soient les arguments imaginés, il est difficile qu'ils n'aient pas

l'air un peu artificiel et ne sentent pas l'école ; car ils ne portent pas sur quelque chose de réel, mais seulement sur la forme extérieure de la réalité. Cette étude objective n'est-elle pas, d'ailleurs, la seule qui soit pratiquement utile ? Car, quand on a réfuté les raisons que le socialisme allègue à l'appui de ses assertions, on n'est pas renseigné pour autant sur les causes qui l'ont suscité il y a près d'un siècle, sur les besoins normaux ou non auxquels il répond. Or n'est-ce pas ce qui importe ? Il est vrai que les partis ont, pour résoudre la question, des réponses toutes prêtes. Mais ces solutions hâtives n'ont pas plus de valeur quand elles nient le socialisme que quand elles l'affirment. Pour arriver à savoir ce que c'est que le socialisme, ce qui le constitue et de quoi il dépend, il ne suffit pas plus d'interroger les socialistes que leurs adversaires, mais il faut des recherches, des informations, des comparaisons méthodiques dont les intuitions confuses et passionnelles de la conscience commune ne sauraient tenir lieu.